

INTERNET MOBILE

L'Algérie dans le Top 5 africain

Voilà une étude qui nous change enfin de ces classements, souvent pas très fiables, qui relèguent l'Algérie à des rangs qui alimentent les gorges chaudes depuis quelque temps. Un classement, cette fois, qui dénote des progrès accomplis en quelques années et surtout qui permet de voir que notre pays est dans le rythme du progrès prodigieux accompli dans un axe bien précis des nouvelles technologies de l'information et de la communication : l'internet mobile.

C'est une étude initiée par l'Association mondiale des opérateurs télécoms (GSMA), l'organisation majeure dans laquelle se sont regroupés près de 800 opérateurs de téléphonie mobile répartis sur plus de 200 pays. Une organisation qui peut se prévaloir d'avoir le plus de poids parmi les organisations activant

dans le même créneau puisque, en plus des opérateurs de la téléphonie mobile, elle compte également plus de 200 fabricants et autres intervenants dans le vaste monde de la téléphonie et de l'internet mobiles de la troisième génération et plus. Les plus récentes statistiques affichent 6,5 milliards, soit près de 90%, des utilisateurs de téléphonie mobile dans le monde en 2015, clients des opérateurs affiliés à l'Association mondiale des opérateurs de télécoms. C'est dire donc toute la «légitimité» dont jouit l'association GSMA. Celle-ci a rendu public, mercredi dernier, un classement établi, et répercuté par l'Agence d'information économique africaine Ecofin, en tenant compte de critères, on ne peut plus déterminants pour mesurer la fiabilité des réseaux de l'internet mobile.

En effet, ont été pris comme base, en premier lieu l'infrastructure, c'est-à-dire, les installations permettant l'accès à l'internet mobile, puis viennent les prix pratiqués pour les appareils et les forfaits mobiles, le degré de prédisposition des consommateurs non connectés à s'initier à l'internet mobile, et enfin la disponibilité de services répondant aux besoins d'une population locale. Sans que



Photo : DR

Beaucoup de progrès ont été entrepris dans l'internet mobile.

cela constitue vraiment une surprise pour les spécialistes, le classement africain 2017 du pays le plus connecté au réseau mobile est largement dominé par l'Ile Maurice, un pays qui doit-on le souligner, tient également un respectable rang à travers le monde dans le domaine de la téléphonie et l'internet mobiles, comme le soulignait à travers plusieurs études d'ailleurs l'UIT, l'institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication

(TIC). Quant à l'Algérie, les investissements consentis dans la course au progrès et à la qualité que mènent Djezzy, Mobilis et Ooredoo, permettent à notre pays de trôner dans le top 5 du continent en compagnie de l'Afrique du Sud, la Tunisie, le Maroc et l'Égypte. Une étude qui, il faut le noter, classe l'Australie, la Norvège et la Nouvelle-Zélande, devant des puissances comme les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande Bretagne ou encore la France.

M. Azedine

LE FRONT POLISARIO

ORGANISE SA 8^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ À BOUMERDÈS

«Le statu quo est intenable»

Abdelkader Taleb Omar, le Premier ministre sahraoui, a présidé la cérémonie officielle de l'ouverture de l'université d'été (du 10 au 25 août) dans sa 8^e édition. A l'issue de son discours adressé plutôt aux militants du Polisario et les cadres de la RASD (République arabe sahraouie démocratique), le Premier ministre a animé un point de presse.

La principale idée qui émerge de cette conférence concerne la situation de ni paix ni guerre qui prévaut dans le pays du confrencier et qui devient intenable pour les Sahraouis. «Le statut quo perdure toujours au Sahara occidental à cause de l'escalade du régime marocain dans sa politique de surenchère», dira Taleb Omar. Et d'ajouter plus menaçant : «Le peuple sahraoui ne peut pas rester inactif à l'infini. Tant que le peuple sahraoui n'a pas recouvré son droit à l'indépendance avec des méthodes pacifiques et légales, il demeure prêt à toutes les possibilités, dont le retour au combat armé. Cependant le dirigeant de la RASD ne ferme pas totalement les portes du dialogue. «Néanmoins, nous préférons, dans le contexte actuel, privilégier les solutions et les démarches pacifiques pouvant être les solutions pour régler ce conflit, notamment par le biais des institutions des Nations-Unies.»

Dans la perspective de la poursuite du dialogue avec les autorités marocaines, le Premier ministre sahraoui interpelle une autre fois l'Organisation des nations-unies (ONU). «Depuis la promulgation de la résolution onusienne N°23/51, en avril dernier, le peuple sahraoui et son gouvernement sont toujours en attente du nouvel envoyé spécial du secrétaire général des Nations-unies dans la région.»

Le confrencier n'a pas manqué de dénoncer les entraves du gouvernement du Royaume chérifien qui, selon lui, tente par tous les vils moyens politiques de gagner du temps.

Le Premier ministre sahraoui pense que le Maroc qui traverse une grave crise économique qui, en plus, des émeutes quotidiennes dans le Rif, sont des facteurs d'instabilité pour ce pays. «La stabilité du Maroc dépend de la paix dans la région.» Il considère, par ailleurs, que ces difficultés que dresse le Maroc sur le chemin du dialogue entre les deux parties sont source de tension. Il appelle l'ONU à faire montre de plus de rigueur pour ne pas gaspiller plus de temps. Il accuse, à l'occasion, l'Espagne qui, selon lui, se cantonne dans une mauvaise position abandonnant son rôle d'ancienne administration occupante du Sahara occidental et de Rio de Oro.

Omar Taleb estime qu'il y a un décalage frappant entre la position du gouvernement ibérique et celle du peuple espagnole. «L'Espagne n'a pas joué le rôle qui lui revenait historiquement dans la cause de notre peuple qui revendique son autodétermination.» Il pense que les forces politiques et la société civile espagnoles ont un rôle à jouer pour amener l'Espagne à adopter une position constructive en faveur des Sahraouis. Dans le même sillage, il égratigne un peu la France «protectrice historique du régime marocain» mais ne désespère pas de voir le président Macron prendre position en faveur du droit universel et qu'il apporte son appui à la recherche de la paix.

Le Premier ministre sahraoui a accablé le Maroc au sujet de la violation des droits de l'Homme dans les territoires occupés et l'exploitation illégale des ressources naturelles de son pays. «Les violations des droits humains, par le régime marocain, dans les régions sahraouies occupées, les jugements arbitraires, de même que le trafic de drogue et l'exploitation illégale des ressources sahraouies et autres pratiques illégales de l'occupant, ne sont pas faits pour créer les conditions idoines à une solution pacifique à la cause sahraouie», conclura-t-il.

Abachi L.

DOUÉRA (ALGER)

4 morts dans le crash d'un hélicoptère de Tassili Airlines

Un hélicoptère de Tassili Travail Aérien (filiale de Tassili Airlines) a crashé jeudi matin avec 4 personnes à bord qui sont toutes décédées, a indiqué à l'APS le chargé de la communication de Tassili Airlines, M. Karim Bahard.

Les quatre personnes décédées sont le commandant de bord, deux preneurs de vue aérienne et un chargé d'études de cartographie, selon la même source.

Le crash de l'hélicoptère de type Bell 206 a eu lieu jeudi à 10h45 au lieudit Dkakna à Douéra (Alger).

Selon M. Bahard, le commandant de bord de cet hélicoptère, Hani Saadi, avait à son actif plus de 4 000 heures de vol.

Cet hélicoptère a été affrété auprès de Tassili Travail Aérien par l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif).

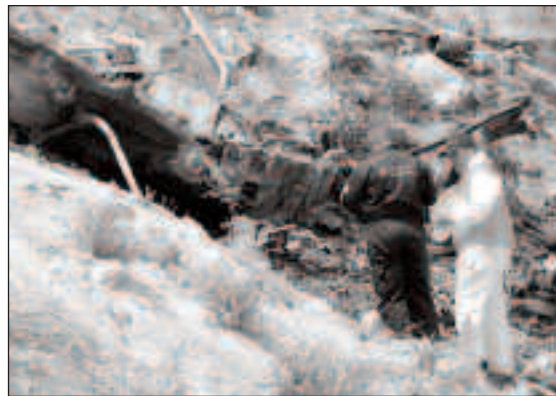


Photo : Samir Sid

Le crash s'est produit au lieudit Dkakna.

Les services de la Protection civile de la wilaya d'Alger ont confirmé dans un communiqué la mort des 4 personnes, retrouvées carbonisées, indiquant que 4 camions pompiers et 4 ambulances ont été dépêchés sur les lieux du crash.

APS

BATNA

Trois éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

Trois éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés jeudi à Batna par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique vendredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte anti-terroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 10 août 2017 à Batna/5^e Région militaire, trois éléments de soutien aux groupes terroristes», précise la même source. Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte

contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont arrêté, à Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar/6^e RM, «quatre contrebandiers et saisi quatre véhicules tout-terrain, trois motos, 1,175 tonnes de denrées alimentaires et divers

outils d'orpillage, tandis que sept immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés par les éléments de la Gendarmerie nationale à Tlemcen et El Bayadh», souligne le MDN.

D'autre part, des unités de gardes-frontières ont déjoué à Souk Ahras, Tébessa, El-Taref/5^e RM, des tentatives de contrebande de 17 666 litres de carburant, conclut le communiqué du ministère.